

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 31 mai 2005 modifiant l'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 26 juin 2003 relatif à la publicité des actes et documents des associations sans but lucratif et des fondations privées et fixant la date d'entrée en vigueur visée à l'article 290 de la loi-programme du 27 décembre 2004.

ALBERT

Par le Roi :  
La Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 31 mei 2005 tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 juni 2003 op de openbaarmaking van akten en stukken van verenigingen zonder winstoogmerk en van private stichtingen en tot de vaststelling van de datum van inwerkingtreding bepaald in artikel 290 van de programwawet van 27 december 2004.

ALBERT

Van Koningswege :  
De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

MINISTERE DE LA DEFENSE

F. 2005 — 1426

[2005/07137]

**9 MAI 2005. — Arrêté ministériel fixant les modalités relatives à l'octroi d'avances sur certaines indemnités**

Le Ministre de la Défense,

Vu la loi du 20 mai 1994 relative aux droits pécuniaires des militaires, notamment l'article 10bis, inséré par la loi du 27 mars 2003;

Vu le protocole du Comité de négociation du personnel militaire des forces armées, clôturé le 6 mars 2005;

Vu l'avis n° 38.256/4 du Conseil d'Etat, donné le 12 avril 2005,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° « mission temporaire à l'étranger » : un déplacement de service à l'étranger dont il apparaît d'emblée que la durée n'excédera pas cinq mois;

2° « service permanent à l'étranger » : une période de service à l'étranger dont il apparaît d'emblée que la durée sera d'au moins cinq mois sans interruptions;

3° « militaire attaché à un poste diplomatique à l'étranger » : l'officier pourvu d'une nomination l'attachant, à l'étranger, à un poste diplomatique ou à un poste assimilé à un poste diplomatique, et le personnel militaire mis à sa disposition, pour autant que ce personnel ne soit pas assimilé à un militaire en service permanent à l'étranger pour ce qui est du régime d'indemnisation qui lui est applicable;

4° « BFA » : le chef de la division exécution financière et budgétaire de la direction générale budget et finances.

**Art. 2.** Le militaire qui effectue un déplacement de service, peut, sur simple demande, obtenir une avance sur indemnités. Cette avance porte au maximum sur les soixante premiers jours du déplacement de service.

Le montant de l'avance est équivalent à septante-cinq pour cent du montant estimé des indemnités qui seront en principe dues pour le déplacement de service concerné. Toutefois, pour une mission temporaire à l'étranger, le montant de l'avance peut, sur autorisation du chef de corps, être porté à nonante pour cent du montant estimé des indemnités.

Sauf dérogation accordée par BFA, l'avance est payée au plus tôt trois jours ouvrables avant le départ.

Le montant de l'avance est déduit du montant des indemnités dues pour le déplacement de service considéré.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Le militaire qui participe à une opération dans la sous-position « en assistance » ou « en engagement opérationnel », peut, sur simple demande, obtenir une avance sur les indemnités journalières forfaitaires visées à l'article 23 de l'arrêté royal du 18 mars 2003 relatif au statut pécuniaire des militaires de tous rangs et au régime des prestations de service des militaires du cadre actif au-dessous du rang d'officier.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 2005 — 1426

[2005/07137]

**9 MEI 2005. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de nadere regels betreffende de toekenning van voorschotten op bepaalde vergoedingen**

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op de wet van 20 mei 1994 betreffende de geldelijke rechten van de militairen, inzonderheid op artikel 10bis, ingevoegd bij de wet van 27 maart 2003;

Gelet op het protocol van het Onderhandelingscomité van het militair personeel van de krijgsmacht, afgesloten op 6 maart 2005;

Gelet op het advies nr. 38.256/4 van de Raad van Staten gegeven op 12 april 2005,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « tijdelijke opdracht in het buitenland » : een dienstverplaatsing naar het buitenland, waarvan bij aanvang blijkt dat de duur de vijf maanden niet zal overschrijden;

2° « vaste dienst in het buitenland » : een dienstperiode in het buitenland, waarvan bij aanvang blijkt dat de duur ervan minstens vijf ononderbroken maanden zal bedragen;

3° « militair verbonden aan een diplomatieke post in het buitenland » : de officier met een benoeming waardoor hij, in het buitenland, aan een diplomatieke post of aan een post die met een diplomatieke post is gelijkgesteld, wordt verbonden, en het militair personeel waarover hij beschikt, voorzover dit personeel, wat het op hen van toepassing zijnde vergoedingsstelsel betreft, niet geassimileerd wordt met een militair in vaste dienst in het buitenland;

4° « BFA » : de chef van de divisie financiële en begrotingsuitvoering van de algemene directie budget en financiën.

**Art. 2.** De militair, die een dienstverplaatsing uitvoert, kan, op eenvoudig verzoek, een voorschot op vergoedingen bekomen. Dit voorschot heeft maximaal betrekking op de eerste zestig dagen van de dienstverplaatsing.

Het bedrag van het voorschot is gelijk aan vijfenzeventig procent van het geschat bedrag van de vergoedingen, die in principe zullen verschuldigd zijn voor de betrokken dienstverplaatsing. Voor een tijdelijke opdracht in het buitenland, kan evenwel, met toelating van de korpscommandant, het bedrag van het voorschot op negentig procent van het geschat bedrag van de vergoedingen worden gebracht.

Behalve afwijking toegestaan door BFA, wordt het voorschot betaald ten vroegste drie werkdagen vóór het vertrek.

Het bedrag van het voorschot wordt in mindering gebracht van het bedrag van de vergoedingen, verschuldigd voor de betrokken dienstverplaatsing.

**Art. 3. § 1.** De militair die, in de deelstand « in hulpverlening » of « in operationele inzet », aan een opdracht deelneemt, kan, op eenvoudig verzoek, een voorschot bekomen op de forfaitaire dagvergoedingen bedoeld in artikel 23 van het koninklijk besluit van 18 maart 2003 houdende bezoldigingsregeling van de militairen van alle rangen en betreffende het stelsel van de dienstprestaties van de militairen van het actief kader beneden de rang van officier.

§ 2. Le militaire qui participe à l'opération de paix des Nations unies dans l'ex-Yougoslavie, peut, sur simple demande, obtenir une avance sur les indemnités journalières forfaitaires visées à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 30 décembre 1992 attribuant une indemnité aux militaires des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical participant à l'opération de paix des Nations Unies dans l'ex-Yougoslavie.

§ 3. Les avances visées aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, sont payées par quinzaine, le premier et le quinzième jour du mois. Une avance initiale peut être payée, au plus tôt cinq jours ouvrables avant la date prévue pour le départ.

Le montant maximum d'une avance correspond à cinq jours d'indemnités journalières forfaitaires.

Le montant des avances octroyées est déduit du montant des indemnités dues pour la période considérée.

**Art. 4.** Le militaire qui est embarqué à bord d'un bâtiment de mer commissionné, peut, sur simple demande, obtenir des avances sur indemnités.

Les avances sont payées par quinzaine, le premier et le quinzième jour du mois.

Toutefois, lorsqu'une période d'embarquement prend fin en cours de quinzaine, l'avance due pour cette quinzaine est payée à la fin de la période d'embarquement.

Le montant des avances est équivalent à septante-cinq pour cent du montant estimé des indemnités qui seront en principe dues pour la période d'embarquement concernée.

Le montant des avances octroyées est déduit du montant des indemnités dues pour la période d'embarquement considérée.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le militaire qui est désigné pour effectuer un service permanent à l'étranger peut, sur simple demande, obtenir une avance sur indemnités.

Le montant maximum de l'avance correspond à trois fois le montant de l'indemnité forfaitaire mensuelle pour service permanent visée à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 3 février 1975 pris en exécution de l'arrêté royal du 15 janvier 1962 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires accomplissant des déplacements de service à l'extérieur du Royaume, le cas échéant augmentée du complément familial d'indemnité visé à l'article 9 du même arrêté ministériel.

L'avance est payée au plus tôt un mois avant la date prévue pour le départ. Toutefois, si le militaire doit supporter des frais en rapport avec cette mise en place plus d'un mois avant la date prévue pour le départ, BFA peut déroger à cette règle.

Le montant de l'avance est déduit du montant de l'indemnité forfaitaire mensuelle pour service permanent due pour le mois considéré, à partir du troisième mois complet de séjour à l'étranger, en dix tranches mensuelles égales.

§ 2. En dérogation au § 1<sup>er</sup>, lorsque le militaire est en service permanent à l'étranger pour y participer à un cours ou stage d'une durée égale ou supérieure à cinq mois, le montant maximum de l'avance correspond à nonante pour cent du montant équivalent à deux fois le montant de l'indemnité forfaitaire mensuelle pour service permanent visée à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 3 février 1975 pris en exécution de l'arrêté royal du 15 janvier 1962 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires accomplissant des déplacements de service à l'extérieur du Royaume, le cas échéant augmentée du complément familial d'indemnité visé à l'article 9 du même arrêté ministériel.

Dans ce cas, le montant de l'avance est déduit du montant des indemnités dues pour les deux derniers mois complets de séjour, en deux tranches mensuelles égales.

**Art. 6.** Le militaire désigné pour être attaché à un poste diplomatique à l'étranger, peut, sur simple demande, obtenir une avance sur indemnités.

Le montant maximum de l'avance correspond à trois fois le montant de l'indemnité mensuelle déterminée conformément à l'article 12 de l'arrêté royal du 15 janvier 1962 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires accomplissant des déplacements de service à l'extérieur du Royaume, déduction faite, le cas échéant, de la partie de l'indemnité qui est soumise à la retenue pour précompte professionnel.

§ 2. De militair, die aan de vredesoperatie van de Verenigde Naties in ex-Joegoslavië deelneemt, kan, op eenvoudig verzoek, een voorschot bekomen op de forfaitaire dagvergoedingen bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 30 december 1992 houdende toekenning van een vergoeding aan de militairen van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst die deelnemen aan de vredesoperatie van de Verenigde Naties in ex-Joegoslavië.

§ 3. De voorschotten bedoeld in §§ 1 en 2, worden per halve maand betaald, op de eerste en op de vijftiende dag van de maand. Een eerste voorschot kan, ten vroegste vijf werkdagen vóór de voorziene vertrekdatum, betaald worden.

Het maximumbedrag van een voorschot stemt overeen met vijf dagen van forfaitaire dagvergoedingen.

Het bedrag van het toegekende voorschot wordt in mindering gebracht van het bedrag van de vergoedingen, verschuldigd voor de betrokken periode.

**Art. 4.** De militair, die ingescheept is aan boord van een gecommisioneerde vloottenheid, kan, op eenvoudig verzoek, voorschotten op vergoedingen bekomen.

De voorschotten worden per halve maand betaald, op de eerste en op de vijftiende dag van de maand.

Indien een inschepingsperiode eindigt tijdens de helft van een maand, wordt evenwel het voorschot voor deze halve maand op het einde van de inschepingsperiode betaald.

Het bedrag van de voorschotten is gelijk aan vijfenzeventig procent van het geschat bedrag van de vergoedingen, die in principe zullen verschuldigd zijn voor de betrokken inschepingsperiode.

Het bedrag van de toegekende voorschotten wordt in mindering gebracht van het bedrag van de vergoedingen, verschuldigd voor de betrokken inschepingsperiode.

**Art. 5.** § 1. De militair, die aangewezen wordt om een vaste dienst in het buitenland uit te voeren, kan, op eenvoudig verzoek, een voorschot op vergoedingen bekomen.

Het maximumbedrag van het voorschot stemt overeen met driemaal het bedrag van de forfaitaire maandelijkse vergoeding voor vaste dienst bedoeld in artikel 6 van het ministerieel besluit van 3 februari 1975 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit van 15 januari 1962 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militairen die dienstreizen volbrengen in het buitenland, desgevallend verhoogd met de familiale aanvullende vergoeding bedoeld in artikel 9 van hetzelfde ministerieel besluit.

Het voorschot wordt ten vroegste één maand vóór de voorziene vertrekdatum betaald. Indien de militair meer dan één maand vóór de voorziene vertrekdatum kosten met betrekking tot deze inplaatsstelling moet dragen, kan evenwel BFA van deze regel afwijken.

Het bedrag van het voorschot wordt in mindering gebracht van het bedrag van de forfaitaire maandelijkse vergoeding voor vaste dienst, verschuldigd voor de betrokken maand, vanaf de derde volledige maand van verblijf in het buitenland, in tien maandelijkse gelijke gedeelten.

§ 2. In afwijking van § 1, indien de militair in vaste dienst is in het buitenland om daar deel te nemen aan een cursus of stage met een duur gelijk aan of van meer dan vijf maanden, stemt het maximumbedrag van het voorschot overeen met negentig procent van tweemaal het bedrag van de forfaitaire maandelijkse vergoeding voor vaste dienst bedoeld in artikel 6 van het ministerieel besluit van 3 februari 1975 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit van 15 januari 1962 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militairen die dienstreizen volbrengen in het buitenland, desgevallend verhoogd met de familiale aanvullende vergoeding bedoeld in artikel 9 van hetzelfde ministerieel besluit.

In dit geval, wordt het bedrag van het voorschot in mindering gebracht van het bedrag van de vergoedingen, verschuldigd voor de twee laatste volledige maanden van verblijf, in twee maandelijkse gelijke gedeelten.

**Art. 6.** De militair, aangewezen om verbonden te worden aan een diplomatieke post in het buitenland, kan, op eenvoudig verzoek, een voorschot op vergoedingen bekomen.

Het maximumbedrag van het voorschot stemt overeen met driemaal het bedrag van de maandelijkse vergoeding bepaald overeenkomstig het artikel 12 van het koninklijk besluit van 15 januari 1962 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militairen die dienstreizen volbrengen in het buitenland, desgevallend met aftrek van het gedeelte van de vergoeding, dat onderworpen is aan de inhouding voor de bedrijfsvoorheffing.

L'avance est payée au plus tôt un mois avant la date prévue pour le départ. Toutefois, si le militaire doit supporter des frais en rapport avec cette mise en place plus d'un mois avant la date prévue pour le départ, BFA peut déroger à cette règle.

Le montant de l'avance est déduit du montant de l'indemnité mensuelle due pour le mois considéré, à partir du troisième mois complet de séjour à l'étranger, en dix tranches mensuelles égales.

**Art. 7.** Le militaire en mission ou en service à l'étranger, qui doit rejoindre son domicile ou sa résidence pour des motifs urgents et graves, peut, sur simple demande, obtenir une avance visant à couvrir les frais de son rapatriement.

Le montant de l'avance est déduit du montant des indemnités dues pour le rapatriement.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Le militaire qui est en service permanent à l'étranger, en ce y compris les périodes de cours ou stages d'une durée égale ou supérieure à cinq mois, et qui supporte des frais de scolarité pour des enfants dont il a la charge, peut, sur demande appuyée d'un relevé des dépenses estimées et d'une attestation d'inscription aux cours, obtenir une avance sur indemnités couvrant l'entièreté de l'année scolaire en cours.

Le montant maximum de l'avance correspond, par enfant et par mois, au montant provisoire du complément d'indemnité pour frais de scolarité fixé conformément, selon le cas, aux articles 10 à 12, ou aux articles 12bis et 12ter, de l'arrêté ministériel du 3 février 1975 pris en exécution de l'arrêté royal du 15 janvier 1962 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires accomplissant des déplacements de service à l'extérieur du Royaume. Toutefois, lorsque le militaire a obtenu, au titre de frais exceptionnels de scolarité, l'autorisation de remboursement d'un montant supérieur au maximum visé à l'alinéa 2, l'avance est calculée en prenant en compte l'intégralité de ces frais exceptionnels.

§ 2. Le militaire qui est attaché à un poste diplomatique à l'étranger et qui supporte des frais liés à l'enseignement des enfants dont il a la charge, peut, sur demande appuyée d'un relevé des dépenses estimées et d'une attestation d'inscription aux cours, obtenir une avance sur indemnités couvrant l'entièreté de l'année scolaire en cours.

Le montant maximum de l'avance correspond, par enfant, au montant maximum de l'intervention dans les frais de scolarité que le Service public fédéral Affaires étrangères applique à ses agents des carrières des services extérieurs.

§ 3. En fonction des règles en usage dans l'école, les avances visées aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, sont payées :

- 1° soit en une fois avant le début de l'année scolaire;
- 2° soit en une fois au début de l'année scolaire;
- 3° soit mensuellement et à terme échu.

La régularisation des avances octroyées est effectuée au terme de l'année scolaire, sur la base des documents justificatifs fournis par le militaire.

**Art. 9.** Le militaire qui, sur la base des dispositions de l'article 33 de l'arrêté royal du 21 octobre 1975 fixant le régime d'indemnisation applicable au militaire qui, en Belgique, est astreint à supporter certaines charges réelles, peut prétendre à une indemnisation au titre de frais supplémentaires pour l'enseignement d'enfants qui sont à sa charge, peut, sur simple demande, obtenir une avance sur indemnités couvrant l'année scolaire en cours.

Le montant maximum de l'avance correspond, selon le cas, soit au montant de l'indemnité forfaitaire pour frais d'internat, soit au montant maximum de remboursement des frais de transport scolaire, fixés à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 22 octobre 1975 pris en exécution de l'arrêté royal du 21 octobre 1975 fixant le régime d'indemnisation applicable au militaire qui, en Belgique, est astreint à supporter certaines charges réelles.

L'avance est payée mensuellement et à terme échu.

La régularisation des avances octroyées est effectuée au terme de l'année scolaire, sur la base des documents justificatifs fournis par le militaire.

**Art. 10.** Le militaire qui peut prétendre à l'octroi de l'indemnité de déménagement visée à l'article 4 de l'arrêté royal du 7 décembre 1992 portant attribution d'une indemnité de déménagement aux militaires lors du transfert du lieu habituel de travail, peut, sur simple demande, obtenir une avance sur indemnités.

Het voorschot wordt ten vroegste één maand vóór de voorziene vertrekkdatum betaald. Indien de militair meer dan één maand vóór de voorziene vertrekkdatum kosten met betrekking tot deze inplaatsstelling moet dragen, kan evenwel BFA van deze regel afwijken.

Het bedrag van het voorschot wordt in mindering gebracht van het bedrag van de maandelijkse vergoeding, verschuldigd voor de betrokken maand, vanaf de derde volledige maand van verblijf in het buitenland, in tien maandelijkse gelijke gedeelten.

**Art. 7.** De militair in opdracht of in dienst in het buitenland, die om dringende en ernstige redenen naar zijn woonplaats of zijn verblijfplaats moet terugkeren, kan, op eenvoudig verzoek, een voorschot bekomen, om de kosten van zijn repatriëring te dekken.

Het bedrag van het voorschot wordt in mindering gebracht van het bedrag van de vergoedingen, verschuldigd voor de repatriëring.

**Art. 8.** § 1. De militair, die met vaste dienst is in het buitenland, hierbij inbegrepen de perioden van cursussen of stages met een duur gelijk aan of meer dan vijf maanden, is, en die schoolkosten draagt voor de kinderen ten zijne laste, kan, op een door een staat van de geschatte uitgaven en door een inschrijvingsattest voor de cursussen gestaafde aanvraag, een voorschot op vergoedingen bekomen, dat het lopende schooljaar volledig dekt.

Het maximumbedrag van het voorschot stemt, per kind en per maand, overeen met het voorlopig bedrag van de aanvullende vergoeding voor schoolkosten, bepaald, naargelang het geval, overeenkomstig de artikelen 10 tot 12, of de artikelen 12bis en 12ter, van het ministerieel besluit van 3 februari 1975 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit van 15 januari 1962 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militairen die dienstreizen volbrengen in het buitenland. Indien de militair, naar aanleiding van buitengewone schoolkosten, de toelating tot terugbetaling heeft bekomen van een bedrag hoger dan het maximumbedrag bedoeld in het tweede lid, wordt het totaal van deze buitengewone kosten evenwel in rekening genomen voor de berekening van het voorschot.

§ 2. De militair, die aan een diplomatieke post in het buitenland verbonden is en die kosten draagt voor het onderwijs van de kinderen ten zijne laste, kan, op een door een overzicht van de geschatte uitgaven en door een inschrijvingsattest voor de cursussen gestaafde aanvraag, een voorschot op vergoedingen bekomen, dat het lopende schooljaar volledig dekt.

Het maximumbedrag van het voorschot stemt, per kind, overeen met het maximumbedrag van de tussenkomst in de schoolkosten, toegepast door de federale overheidsdienst Buitenlandse Zaken op zijn ambtenaren van de carrières buitenlandse dienst.

§ 3. Naargelang van de van toepassing zijnde regels in de school, worden de voorschotten bedoeld in §§ 1 en 2, betaald :

- 1° hetzij in één keer vóór het begin van het schooljaar;
- 2° hetzij in één keer bij het begin van het schooljaar;
- 3° hetzij maandelijks en na vervallen termijn.

De regularisatie van de toegekende voorschotten wordt, op basis van de door de militair geleverde bewijsstukken, op het einde van het schooljaar, uitgevoerd.

**Art. 9.** De militair, die, op basis van de bepalingen van artikel 33 van het koninklijk besluit van 21 oktober 1975 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militair die in België verplicht wordt bepaalde werkelijke lasten te dragen, aanspraak kan maken op een vergoeding naar aanleiding van bijkomende kosten voor het onderwijs van de kinderen ten zijne laste, kan, op eenvoudig verzoek, een voorschot op vergoedingen bekomen tot dekking van het lopend schooljaar.

Het maximumbedrag van het voorschot stemt, naargelang het geval, overeen met hetzij het bedrag van de forfaitaire vergoeding voor internaatkosten, hetzij het maximumbedrag van de terugbetaling van de kosten voor schoolvervoer, bepaald in artikel 19 van het ministerieel besluit van 22 oktober 1975 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit van 21 oktober 1975 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militair die in België verplicht wordt bepaalde werkelijke lasten te dragen.

Het voorschot wordt maandelijks en na vervallen termijn betaald.

De regularisatie van de toegekende voorschotten wordt, op basis van de door de militair geleverde bewijsstukken, op het einde van het schooljaar, uitgevoerd.

**Art. 10.** De militair, die aanspraak kan maken op de toekenning van de verhuisvergoeding bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit van 7 december 1992 houdende toekenning van een verhuisvergoeding aan de militairen bij overbrenging van de gewone plaats van het werk, kan, op eenvoudig verzoek, een voorschot op vergoedingen bekomen.

Le montant maximum de l'avance correspond à septante-cinq pour cent du montant estimé de l'indemnité.

L'avance est payée au plus tôt un mois avant la date prévue pour le déménagement.

Le montant de l'avance est déduit du montant de l'indemnité de déménagement déterminée sur la base des documents justificatifs fournis par le militaire.

**Art. 11.** Il n'est octroyé aucune avance d'un montant inférieur à 125 EUR.

Il n'est octroyé aucune avance pour une activité de service si la décision d'exécution n'est pas encore définitive.

Lorsqu'une activité de service pour laquelle une avance a été octroyée, est annulée, cette avance doit être immédiatement remboursée intégralement. De même, toute avance octroyée pour un déménagement qui n'a pas été effectué dans un délai de quinze jours à partir de la date de déménagement prévue indiquée par le militaire, doit être immédiatement remboursée intégralement.

**Art. 12.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2005.

Bruxelles, le 9 mai 2005.

A. FLAHAUT

Het maximumbedrag van het voorschot stemt overeen met vijfenzeventig procent van het geschat bedrag van de vergoeding.

Het voorschot wordt ten vroegste één maand vóór de voorziene verhuisdatum betaald.

Het bedrag van het voorschot wordt in mindering gebracht van het bedrag van de verhuisvergoeding, bepaald op basis van de door de militair geleverde bewijsstukken.

**Art. 11.** Er wordt geen enkel voorschot toegekend waarvan het bedrag lager is dan 125 EUR.

Er wordt geen enkel voorschot toegekend voor een dienstactiviteit, indien de beslissing tot uitvoering nog niet definitief is.

Wanneer een dienstactiviteit, voor dewelke een voorschot werd toegekend, wordt geannuleerd, moet dit voorschot onmiddellijk volledig terugbetaald worden. Ieder voorschot toegekend voor een verhuis, die niet uitgevoerd werd binnen een termijn van vijftien dagen vanaf de, door de militair opgegeven, voorziene verhuisdatum, met eveneens onmiddellijk volledig terugbetaald worden.

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2005.

Brussel, 9 mei 2005.

A. FLAHAUT

## GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

#### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 1427

[2005/201503]

#### 26 MAI 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon portant création de la réserve naturelle domaniale dirigée des « Crons de la Haie de Han de Saint-Léger », à Saint-Léger

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifiée par les décrets des 11 avril 1984, 16 juillet 1985, 7 octobre 1985, 7 septembre 1989, 21 avril 1994, 6 avril 1995, 22 janvier 1998 et 6 décembre 2001, notamment les articles 6, 11, 12, 33 et 51;

Vu l'arrêté ministériel du 23 octobre 1975 établissant le règlement relatif à la surveillance, la police et la circulation en dehors des chemins ouverts à la circulation publique, notamment son article 2;

Vu la convention de location du 8 novembre 2004 entre la Région wallonne et la commune de Saint-Léger en vue de la création de la réserve naturelle domaniale des « Crons de la Haie de Han », à Saint-Léger;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, donné le 15 février 2005;

Vu l'avis de la députation permanente de la province de Luxembourg, donné le 28 avril 2005;

Considérant la nécessité de prendre les mesures adéquates de préservation et de gestion du site des « Crons de la Haie de Han de Saint-Léger » afin d'y favoriser la biodiversité;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Sont constitués en réserve naturelle domaniale dirigée des « Crons de la Haie de Han de Saint-Léger » les terrains de deux sites d'une superficie de 1 ha 95 a 76 ca, appartenant à la commune de Saint-Léger, figurés en grisé sur la carte ci-jointe et cadastrés comme indiqué ci-dessous :

commune de Saint-Léger, division 1, section A, lieu-dit « Haie de Han de Saint-Léger », parcelle 2957 (pie).

**Art. 2.** L'agent du Ministère de la Région wallonne chargé de la gestion de la réserve naturelle domaniale est l'ingénieur chef de Cantonnement de la Division de la Nature et des Forêts du ressort territorial concerné.

**Art. 3.** Par dérogation à l'article 11, alinéa 2, de la loi sur la Conservation de la Nature du 12 juillet 1973, sont autorisés dans les mesures de gestion, tous les actes et travaux favorisant la diversité de la faune et de la flore.

**Art. 4.** Par dérogation à l'article 11, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et conformément à l'article 8 de la convention susmentionnée, le bail de chasse reste en cours jusqu'à son échéance, soit le 31 mai 2007, à condition que cet exercice n'entraîne aucune dégradation du milieu et plus particulièrement des crons de la réserve. A l'expiration du bail en cours, le titulaire pourra continuer à exercer son droit de chasse sur la parcelle cadastrale 2957, sauf sur les deux sites abritant la réserve naturelle domaniale des « Crons de la Haie de Han de Saint-Léger ». Le propriétaire s'engage à inclure cette clause dans le cahier des charges de la chasse à l'occasion de tout nouveau bail.

**Art. 5.** Conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 octobre 1975, les parties centrales des deux sites correspondant aux crons proprement dits sont classées en zone D et les parties périphériques aux crons en zone C.